

draient à tout le pays et à chaque région. Selon la Commission Macdonald, les commissaires sont persuadés que les avantages à long terme seront beaucoup plus importants que les frais d'ajustement à court terme. Ces frais, de plus, peuvent être amortis par l'introduction d'une aide appropriée de transition pour faciliter l'ajustement. La Commission Macdonald a estimé qu'un nouvel accord commercial bilatéral avec les États-Unis se traduirait par une augmentation de 3 à 8 p. 100 de notre revenu national.

[Français]

Richard Lipsey dans une étude réalisée pour l'institut C.D. Howe, prévoit une augmentation de 7 p. 100 de notre standard de vie et la création de 500,000 emplois. Informetrica estime qu'une hausse de 5 p. 100 de notre produit national brut et la création de 500,000 nouveaux emplois, résulterait d'un régime de libre-échange Canada-États-Unis. L'institut de recherches politiques prévoit une hausse de 9 p. 100 de notre produit national brut.

● (1600)

[Traduction]

Cette initiative mérite d'être appuyée. Les Canadiens veulent qu'elle réussisse. Le commerce est la clé de notre croissance future et nous avons besoin d'un accès meilleur et plus sûr à cet immense marché américain. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi certains voudraient que nous coupons court à ces négociations, ni pourquoi ils s'acharnent à en critiquer les moindres détails avant même de voir se dessiner un accord que nous pourrions négocier avec les États-Unis.

Le leader de l'opposition a parlé cet après-midi des inégalités régionales. Il nous a dit qu'on n'y accordait plus autant d'attention et que nous ne réussissions pas aussi bien qu'auparavant à les combattre. Ce n'est pas un gouvernement conservateur qui a enfoui le ministère de l'Expansion économique régionale dans celui de l'Expansion industrielle régionale.

Le leader de l'opposition nous reproche amèrement d'avoir tenté de trouver des solutions inédites au problème tenace des disparités régionales, mais quelle est sa réponse? Il y a un an ou deux, au comité sénatorial permanent des finances où nous entendions le témoignage de M. Stevens, alors ministre de l'Expansion industrielle régionale, le sénateur MacEachen lui a fait valoir que nous devrions maintenir en activité ces usines d'eau lourde au Cap-Breton, qui nous coûtaient 104 millions de dollars par an en moyenne, et accumuler des stocks d'eau lourde dont personne ne voulait.

Le sénateur MacEachen: On en aura besoin plus tard et elle sera fournie par les usines construites en Ontario. Notez ce que je vous dis, c'est ce qui va arriver.

Le sénateur Murray: Dieu sait que nous en avons suffisamment.

Le sénateur MacEachen: Il n'y aura plus d'usines au Cap-Breton, mais on en produira en Ontario.

Le sénateur Murray: Je signale à mon ami que des provisions d'eau lourde pour cinq réacteurs Candu sont stockées dans les entrepôts de Port Hawkesbury.

Le sénateur MacEachen: Nous le savons tous; c'est vieux.

Le sénateur Murray: «Vieux», vous dites?

Le sénateur MacEachen: Oui.

Le sénateur Murray: L'honorable sénateur s'est dit d'avis que le gouvernement devrait continuer la production.

Le sénateur MacEachen: Je n'ai pas changé d'avis.

Le sénateur Murray: De 1980-1981 à 1985-1986, il n'y a pas eu de demande pour l'eau lourde dont nous avons accumulé des réserves.

Le sénateur MacEachen: Allez faire ce discours au Cap-Breton.

Le sénateur Murray: J'irais volontiers.

Le sénateur MacEachen: Jamais de la vie.

Le sénateur Murray: Ils ont continué de l'emmagasiner.

Le sénateur MacEachen: Nous le savons tous.

Le sénateur Murray: Ils ont continué de l'emmagasiner au coût de 104 millions de dollars par année, ce qui fait maintenant 624 millions. L'honorable leader de l'opposition a dit au gouvernement de continuer dans cette voie. Il a dit au gouvernement qu'il connaît l'entrepôt dont on a parlé mais qu'il y a encore de l'espace d'entreposage disponible.

Le sénateur MacEachen: Absolument.

Le sénateur Murray: C'est irresponsable. C'est le genre d'attitude qui donne mauvaise réputation au développement régional.

Le sénateur MacEachen: Vous avez fait une erreur imparadonnable sur les provinces de l'Atlantique. Permettez-moi de vous dire que l'Ontario va produire une grande quantité d'eau lourde, c'est un fait.

Le sénateur Murray: Il y en a suffisamment pour répondre aux besoins prévisibles.

Le sénateur Phillips: Le leader de l'opposition en veut vraiment à l'Ontario aujourd'hui.

Le sénateur MacEachen: Nous voulons tout simplement être comme les Ontariens. Nous voulons être riches.

Le sénateur Murray: Le discours du trône parle de la nécessité—que j'espère avoir démontré il y a un instant par l'exemple que j'ai donné—d'utiliser de nouvelles méthodes pour résoudre le problème des inégalités régionales. La persistance des inégalités régionales, en dépit des efforts et des dépenses faites pour améliorer la situation, est un phénomène frustrant pour toute personne qui fait de la politique; d'ailleurs, l'inégalité de la reprise actuelle ne fait que mettre en relief l'existence de ces inégalités.

Depuis quelques années, le gouvernement a pris des mesures pour surmonter certains des obstacles les plus évidents à la croissance dans les régions en concluant l'Accord de l'Ouest, l'Accord Atlantique, et l'Accord de la Nouvelle-Écosse. Je sais que le faible niveau actuel des prix mondiaux du pétrole freine le développement, mais lorsque ces prix auront augmenté et que l'activité aura repris, ces accords fédéraux-provinciaux donneront à ces régions un contrôle accru et une part plus substantielle des retombées de la mise en valeur des ressources.

Le gouvernement a mis sur pied le Programme Entreprise Atlantique pour offrir à la région deux sortes de soutien, l'assurance-emprunt et la réduction des taux d'intérêt par le biais de subventions. Il offre de couvrir 85 p. 100 du coût des